

La démographie rurale : des évolutions différenciées selon les territoires ruraux

Lawrence Desrosiers^a, Bruno Jean^b

RÉSUMÉ. Notre analyse de l'évolution de la démographie rurale québécoise, basée sur des données objectives, permet d'illustrer des réalités souvent méconnues ou mal perçues, par exemple la croissance globalement positive de la population vivant en milieu rural. Nous proposons ici une typologie originale des milieux ruraux qui permet de mieux faire ressortir la dynamique des évolutions démographiques rurales. Dans un deuxième temps, nous étudions l'évolution des migrations selon cette typologie, qui illustre un ralentissement significatif de ce qu'on appelle l'exode rural et le ralentissement du pouvoir d'attraction de Montréal. Finalement, le vieillissement de la population rurale, avec maintenant plus de décès que de naissances, devient un facteur décisif de l'évolution de la démographie rurale du Québec.

ABSTRACT. Our analysis of the evolution of Quebec's rural demography, based on objective data, illustrates realities that are often overlooked or poorly perceived, as the generally positive growth of the population living in rural areas. Here we propose an original typology of rural areas which allows us to better highlight the dynamics of rural demographic changes. In a second step, we study the evolution of migrations according to this typology, which illustrates a significant slowdown in what is called the rural exodus and the slowdown in the attractiveness of Montreal. Finally, the aging of the rural population, now with more deaths than births, becomes a decisive factor in the evolution of Quebec's rural demography.

Introduction

Au moment où l'opinion publique fait largement état de la dépopulation de certaines régions rurales, un examen attentif de la démographie des zones rurales montre que, globalement, la population rurale ne diminue pas, même si son rythme de croissance est plus faible que celui des milieux urbains. De plus, les territoires ruraux proches des zones métropolitaines connaissent une forte croissance et le déclin ne concerne plus que les zones rurales des régions périphériques. Si l'exode rural a marqué l'histoire récente du Québec, les données démographiques montrent des signes de changement de ces phénomènes migratoires, voire des signes d'un repeuplement de certaines campagnes, alors que d'autres restent aux prises avec le déclin démographique.

Dans cet article, après la présentation de quelques données sur la population rurale et sa répartition selon les territoires ruraux et les régions qui prennent en compte les données de Statistique Canada (2017) et de l'Institut de la statistique du Québec (2019), nous

illustrons ces évolutions de la démographie rurale au Québec et ses trajectoires différenciées. Finalement, nous nous attardons à l'examen de l'exode rural, soit les phénomènes migratoires ruraux-urbains ou interrégionaux qui ont pesé assez lourdement sur l'évolution démographique récente du Québec rural.

1. La population rurale du Québec et sa répartition

Le Québec compte 2 108 904 personnes habitant en milieu rural, selon la définition de la ruralité adoptée par l'ancienne Politique nationale de la ruralité du Québec 2007-2014 (MAMR, 2006) et d'après le dernier recensement de 2016 (Statistique Canada, 2017). Elles représentent 25,8 % de sa population totale de 8,16 millions d'habitants. À partir de critères sensiblement différents, Statistique Canada (2017) estime que cette proportion oscille autour de 20 %. Cette différence s'explique par le fait que cette politique rurale comptabilise la population des petites villes et des centres de services localisés en région rurale.

^a Professeur associé, Université du Québec à Rimouski

^b Professeur émérite, Université du Québec à Rimouski

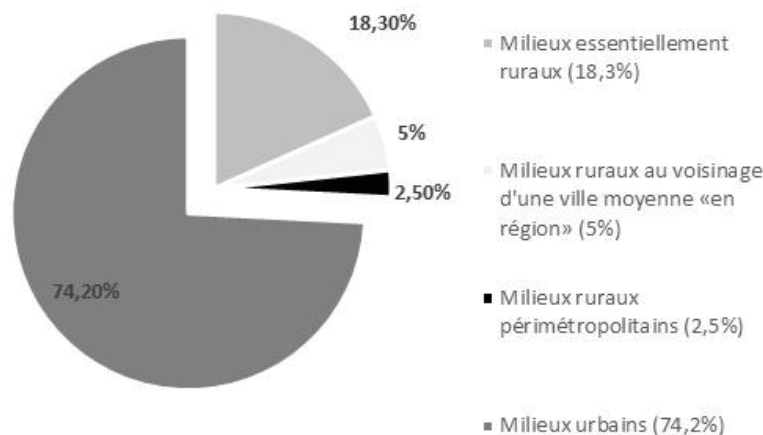


Figure 1 – Proportion des ruraux et des urbains dans la population totale du Québec (2016)
 Source : Statistique Canada, Recensement de la population 2016; MAMROT, compilation spéciale

À l'échelle provinciale

Les ruraux représentent donc environ le quart de la population totale du Québec et se répartissent ainsi : 1 491 248 vivent en milieu essentiellement rural (18,3 % de la population québécoise et 70,7 % des ruraux), quelque 410 363 vivent dans la partie rurale d'un territoire comprenant une agglomération urbaine, c'est-à-dire au voisinage d'une agglomération de recensement comptant de 25 000 à 100 000 habitants (5 % de la population et 19,5 % des ruraux), et 207 293 vivent en zone rurale périurbaine, c'est-à-dire en périphérie immédiate de Montréal et de Québec (2,5 % de la population et 9,8 % des ruraux).

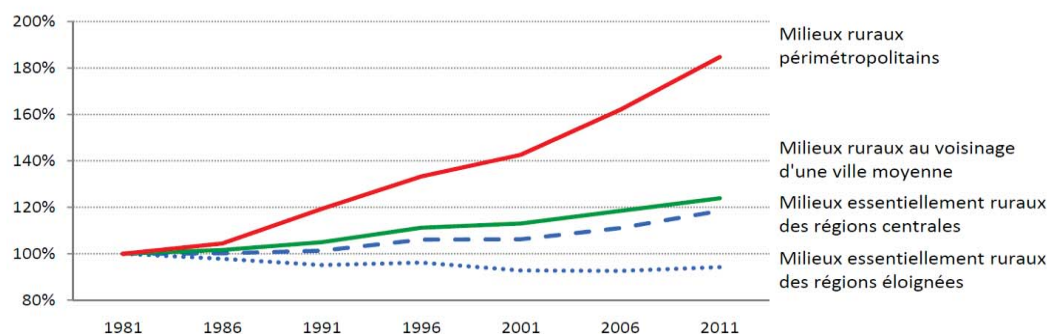
À l'échelle régionale

Sur le plan régional, 70,7 % des ruraux, soit près de 1 497 000 personnes, vivent dans ce qu'on appelle le Québec des régions centrales¹, alors qu'ils sont 31,3 %, c'est-à-dire environ 645 000 personnes, à vivre dans les régions dites éloignées ou périphériques². Cette répartition a changé depuis plusieurs décennies en raison d'une évolution différenciée des trajectoires démographiques.

2. Une évolution démographique variable selon les territoires

La ruralité n'est pas synonyme de déclin démographique et, contrairement à une opinion largement répandue, la population rurale du Québec n'est pas en décroissance. En fait, depuis 1981, elle s'est accrue d'environ 17,9 %, soit de 319 624 personnes. Cette croissance a cependant été moindre de moitié que celle des villes. Avec une hausse de 30,5 % représentant environ 1 413 670 personnes, cette augmentation de la population urbaine explique la plus grande partie de l'accroissement de la population québécoise.

Si la croissance démographique urbaine, selon un schéma bien connu, se différencie entre une forte croissance des banlieues éloignées des centres-villes et un déclin relatif des quartiers centraux, il en va de même pour le milieu rural. L'augmentation de population a été très importante dans un petit nombre de milieux. Le territoire rural périurbain de Montréal et de Québec a vu sa population doubler durant cette période, alors que la population de la partie rurale d'environ 20 territoires situés au voisinage d'une ville moyenne a augmenté de 26,9 %, soit 86 979 personnes.



Note : les chiffres pour 2016 : péri-méto 206,9, voisinage aggro 126,9, ruraux région centrale 122,2 et ruraux région périphérique 93,2

Figure 2 – Évolution de la population rurale selon le type de milieu, de 1981 à 2016 (1981 = 100)
Source : Statistique Canada, Recensements de la population

Dans les territoires essentiellement ruraux, la ligne de fracture principale oppose celle des régions dites centrales, qui connaissent, elles aussi, des augmentations de population (22,2 %, soit 167 307 personnes), comparativement aux régions dites éloignées, qui continuent de voir diminuer leur population (-6,8 %, soit -41 757 personnes).

En résumé, l'évolution de la population par lustre nous enseigne que les milieux ruraux situés au voisinage des villes moyennes et des métropoles connaissent une croissance de population relativement forte, et que la ruralité des régions centrales est en croissance démographique, modérée, certes, mais en croissance. Pour sa part, la ruralité des régions périphériques ou des régions plus éloignées a connu une faible croissance de sa population pour la période allant de 2006 à 2011, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Ce renversement semblait être une bonne

nouvelle pour les milieux ruraux en dévitalisation localisés sur les marges de l'écoumène, mais le recensement de 2016 a montré que la tendance historique à la décroissance revenait.

La proximité ou l'accessibilité relative à une agglomération urbaine (pour les ruraux au Québec, consacrer une heure de déplacement pour se prévaloir d'un service est généralement considéré comme « accessible ») est devenue, avec la taille des localités, un des facteurs déterminants de la trajectoire démographique des communautés rurales. À tel point que les milieux ruraux au voisinage des villes moyennes « en région » ont connu, depuis 1981, des croissances de population proportionnellement supérieures à celles de ces mêmes villes moyennes qu'ils environnent. Les chiffres sont 26,9 % pour les milieux ruraux avoisinant une agglomération dont la croissance a été inférieure à 21,6 %.

Types de territoire	Population 1981	Population 2001	Population 2006	Population 2011	Population 2016	Variation en % de la population 2011-2016	Variation en % de la population 2001-2016	Variation en % de la population 1981-2016
MRC rurales des régions ressources	611 786	577 588	574 835	576 596	570 029	-1,14	-1,31	-6,83
MRC rurales des régions centrales	753 912	822 855	858 326	897 355	921 219	2,66	11,95	22,19
MRC rurales	1 365 698	1 400 443	1 433 161	1 473 951	1 491 248	1,17	6,48	9,19
MRC rurales avec agglomération	323 384	362 399	375 759	397 228	410 363	3,31	13,24	26,90
MRC rurales dans une RMR	100 198	142 009	161 625	185 091	207 293	12,00	45,97	106,88
Population urbaine d'agglomération	708 251	771 988	803 567	835 185	860 932	3,08	11,52	21,56
Population urbaine métropolitaine	3 933 536	4 560 610	4 772 004	5 011 664	5 194 525	3,65	13,90	32,06
Population rurale	1 789 280	1 904 851	1 970 545	2 056 270	2 108 904	2,56	10,71	17,86
Population urbaine	4 641 787	5 332 598	5 575 571	5 846 849	6 055 457	3,57	13,56	30,46
Population provinciale	6 431 067	7 237 449	7 546 116	7 903 119	8 164 361	3,31	12,81	26,95

Tableau 1 – Évolution de la population de 1981 à 2016, selon le type de territoire
Source : Statistique Canada, Recensements de la population; Compilation spéciale des auteurs

Le tableau 1 sur l'évolution de la population québécoise selon le type de territoire de 1981 à 2016 permet de faire quelques constats :

- 1) Depuis 1981, la population du monde rural a augmenté de 17,9 %, tandis que le milieu urbain a connu une croissance de près de 30,5 %;
- 2) Les MRC entièrement rurales des régions ressources ont connu une décroissance (6,8 %);
- 3) De 2011 à 2016, la population rurale du Québec a augmenté de 2,56 %, soit à un rythme plus faible que celui de la population urbaine (3,57 %);
- 4) Les MRC entièrement rurales des régions ressources ont connu, contrairement à la période 2006 à 2011, une légère décroissance (-1,14 %);
- 5) Depuis 1981, les MRC rurales des régions périphériques ont perdu près de 42 000 habitants, alors que les MRC avec une agglomération ont gagné près de 87 000 résidents;
- 6) Les municipalités rurales des RMR ont connu la plus forte croissance de 2011 à 2016, soit 12 %. On observe une forte croissance de cette ruralité périurbaine, qui a vu sa population doubler, passant de 100 000 à tout près de 207 000 habitants de 1981 à 2016.

3. Le ralentissement de l'exode et des migrations rurales

L'évolution démographique rurale est plus rythmée par les mouvements migratoires internes que par la variation des taux de natalité. Les soldes migratoires montrent que, globalement, les territoires ruraux gagnent des résidents à un moment et en perdent à un autre, au bénéfice ou au détriment des villes. Après avoir perdu seulement 150 personnes entre 1991 et 1996, les 62 MRC entièrement rurales ont subi un solde migratoire très négatif de 23 000 personnes entre 1996 et 2001. Après avoir connu un solde positif de 1400 personnes de 2001 à 2006, elles voient ce solde migratoire croître de 11 000 migrants entre 2006 et 2011 et de 14 300 personnes entre 2011 à 2016. Enfin, selon les données pour 2017-2018, le solde migratoire positif atteint près de 9900 personnes.

Dans les milieux essentiellement ruraux, il faut distinguer le profil des régions centrales de celui

des régions éloignées. Ces dernières régions perdent continuellement leur population au jeu des migrations internes, soit plus de 10 000 personnes entre 1991 et 1996, près de 24 500 personnes entre 1996 et 2001, environ 11 600 personnes de 2001 à 2006, 6 000 personnes entre 2006 et 2011 et, finalement, 5000 personnes de 2011 à 2016. Cette tendance à la réduction du solde migratoire s'est poursuivie en 2017 et en 2018, avec une perte de 1666 personnes pour ces deux années.

Par ailleurs, les milieux ruraux périurbains n'ont jamais cessé de tirer profit des migrations internes, ce qui explique leur accroissement démographique soutenu depuis 1981, avec une hausse de près de 107 %. À leur accroissement naturel, rendu possible par la présence de jeunes ménages, s'ajoute l'apport des migrations interrégionales. Le phénomène bien connu de l'étalement urbain contribue aussi à cette dynamique démographique positive de la ruralité périurbaine.

Sur le plan migratoire interne, le monde rural est donc loin de n'être qu'une terre d'exode et d'émigration vers les villes, même si une certaine idée de dépeuplement rural marque encore profondément les représentations de la ruralité. Contrairement à une opinion répandue, on assiste à une réduction importante du solde migratoire négatif des MRC entièrement rurales des régions éloignées. Ce solde est en effet passé de 25 000 personnes pour le lustre 1996-2001 à 5000 personnes pour celui de 2011-2016. Ce changement des tendances migratoires du rural vers l'urbain connaît des impacts différents selon les régions.

Au cours des décennies 1970 et 1980, plusieurs organismes régionaux affirmaient que, chaque semaine, plusieurs autobus de jeunes quittaient les régions ressources pour Montréal et en revenaient pratiquement vides. Le discours à la mode, tant des élus que des chercheurs, était celui décrivant un tel « exode rural ».

Nous avons examiné la pertinence de cet énoncé de nos jours. Pour cette analyse, nous avons utilisé les données les plus récentes par région administrative, car nous ne disposons malheureusement pas de données par MRC. En 2017-2018, il y a eu, pour tous les groupes d'âge, environ 21 300 départs des régions ressources; 4200 personnes se sont dirigées vers les autres régions ressources, 4600 vers la région de la

Capitale-Nationale, 5000 vers les autres régions centrales, 5000 vers les régions périmontréalaises et, enfin, moins de 2500 vers la région de l'île de Montréal. Actuellement, l'autobus hebdomadaire qui quitte les régions ressources pour l'île de Montréal compte chaque semaine 48 passagers. Toutefois, à son retour vers ces régions, l'autocar compte désormais 57 passagers. On assiste donc à un renversement historique du modèle migratoire des régions vers la métropole.

Pour les jeunes de 15 à 24 ans, il y a eu un peu plus de 5000 départs des régions ressources, dont un peu moins de 800 vers Montréal (16 %). Par ailleurs, soulignons que 1404 jeunes se sont établis dans la région de la Capitale-Nationale, soit 78 % de plus que dans la métropole. Les migrations dans les régions centrales sont assez semblables aux régions ressources, tant pour tous les âges que pour les jeunes. À titre d'exemple, des 5586 jeunes qui ont quitté les régions centrales, seulement 982 s'établissent dans la métropole, contre 1446 à Québec. L'attractivité nouvelle de la ville de Québec est un phénomène inattendu qui illustre un changement positif dans la dynamique de développement de la capitale provinciale.

Les Québécois provenant des régions hors des cinq régions du grand Montréal déménagent beaucoup plus vers les banlieues du 450³ (12 000) que vers l'île de Montréal (5700), favorisant ainsi l'étalement urbain. Même constat pour les 15 à 24 ans, qui recherchent souvent des expériences de vie

reliées à la densité urbaine; la migration est légèrement plus favorable aux banlieues du 450 (2162) que pour l'île de Montréal (1769).

Dans ses échanges avec les autres régions, l'île de Montréal a un solde migratoire négatif de 23 663 personnes, dont 22 261 avec les régions voisines du 450; ces données confortent d'autres observations sur le phénomène de la migration de jeunes familles des centres-villes vers les banlieues. Ce solde fortement négatif est compensé par un solde migratoire international de plus de 32 000 émigrants. En 2017-2018, Montréal accaparait encore près de 78 % des nouveaux arrivants au Québec.

Les données du tableau 2 permettent de dresser quelques constats sur les migrations. En 2015-2016, l'île de Montréal a reçu 67 % des migrants internationaux (plus de 37 000 personnes) et 40 % des migrants interprovinciaux (près de 7750 personnes). Toutefois, Montréal a aussi connu des départs vers l'étranger (3738) et le Canada (13 974), soit un solde migratoire externe d'environ 27 000 personnes. Durant cette période, Montréal a attiré 38 000 migrants des autres régions du Québec, mais plus de 78 % proviennent de régions proches de la métropole. Au même moment, 54 700 personnes quittent l'île de Montréal; 46 200 personnes (84,5 %) vont s'installer dans les régions voisines, vivant le phénomène fort connu des migrations de la ville vers les banlieues. Au final, tous ces mouvements migratoires laissent tout de même un solde positif de 10 500 migrants à la métropole.

Les types de territoire	Migrations					
	Internationales			Interprovinciales		
	Entrants	Sortants	Solde	Entrants	Sortants	Solde
Régions ressources	833	262	571	1 492	1849	-357
Régions centrales sans Capitale Nationale	3 938	395	3 543	5 161	6 313	-1 152
Région de la Capitale Nationale	3 103	455	2 638	1 323	2 070	-747
Montérégie, Laval, Laurentides, Lanaudière	10 148	1 785	8 363	3 826	7 413	-3 587
Région de Montréal	37 052	3 738	33 314	7 748	13 974	-6 226
Le Québec, total	55 074	6 545	45 429	19 550	31 619	-12 069
Les types de territoire	Interrégionales			Total		
	Entrants	Sortants	Solde	Entrants	Sortants	Solde
	19 276	22 009	-2 734	21 601	24 120	-2 520
Régions centrales sans Capitale Nationale	27 927	24 115	3 811	37 026	30 823	6 202
Région de la Capitale Nationale	15 006	13 965	1 042	19 432	16 500	2 933
Montérégie, Laval, Laurentides, Lanaudière	93 153	78 663	14 490	107 127	87 861	19 266
Région de Montréal	38 087	54 696	-16 609	82 887	72 408	10 479
Le Québec, total	193 449	193 448	0	268 073	231 712	36 360

Tableau 2 – Migrations internationales, interprovinciales et interrégionales par régions administratives, Québec, 2015-2016
Source : Statistique Canada, Recensements de la population; Compilation spéciale des auteurs

Les régions ressources ont connu un solde négatif d'environ 2500 migrants, tandis que le solde de 2001-2002 atteignait 10 282 personnes. Il y a donc quatre fois moins de migrants quittant les régions périphériques ces derniers temps. Par ailleurs, les régions centrales hors de la région de la Capitale-Nationale ont connu un solde positif de 6202 migrants, un nombre supérieur à celui de 2001-2002, qui était de 4392 personnes.

Nous avons fait une dernière analyse visant à mesurer si le déclin démographique des MRC entièrement rurales des régions ressources était dû à l'exode rural ou à un accroissement naturel négatif résultant du fait qu'il y a plus de décès que de naissances dans un territoire donné. Pour ce faire, nous avons compilé les données disponibles des 12 MRC rurales du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Les premières données disponibles étaient celles de 2006 et les dernières, celles de 2018.

Du 1^{er} juillet 2017 au 1^{er} juillet 2018, ces 12 MRC entièrement rurales ont vu leur population se réduire de 358 habitants. Cette réduction est due à un accroissement naturel négatif de 751 personnes. Si nous comparons avec la période du 1^{er} juillet 2005 au 1^{er} juillet 2006, les 12 MRC entièrement rurales ont vu leur population se réduire de 1059 habitants. Cette réduction est en grande partie due à un solde migratoire négatif de 767 personnes.

Finalement, ces données nous permettent de constater que le déclin démographique des MRC rurales de l'Est-du-Québec qui était dû en 2006 à l'exode rural (solde migratoire négatif) est dû en 2018 à un accroissement naturel négatif. Le vieillissement de la population rurale, qui implique une majoration des décès, remplace donc l'exode rural comme facteur déterminant de l'évolution démographique de plusieurs territoires ruraux au Québec. Cette nouvelle tendance de la démographie rurale mériterait la mise en place d'une veille scientifique.

Conclusion

Notre analyse de l'évolution de la démographie rurale québécoise, basée sur des données objectives, aura permis d'illustrer des réalités souvent méconnues ou mal perçues. Le premier constat concerne l'évolution globalement positive de la population rurale, qui, bien que sa croissance de l'ordre de 17 % depuis 1981 soit moindre que la croissance urbaine

de 30 %, reste positive pour la plupart des zones rurales, sauf les territoires ruraux des régions périphériques ou éloignées. C'est donc dire que la dévitalisation rurale qui a souvent fait la manchette des médias ces dernières décennies concerne moins de 200 municipalités sur près de 1000 collectivités rurales que compte le Québec.

Il apparaît alors que la proximité d'une ville exerce un effet positif sur la croissance démographique rurale. Ainsi, on observe une augmentation de plus de 100 % de la population rurale en zone métropolitaine. Plus étonnante encore est la vitalité des collectivités rurales à proximité des villes moyennes « en région », dont la croissance est plus forte que celle de ces mêmes villes. Une dynamique de développement rurale-urbaine semble donc reposer sur une symbiose de ces milieux de vie qu'il faut mieux connaître.

La démographie rurale a depuis longtemps été influencée par des mouvements migratoires du rural vers l'urbain qui ont inquiété un grand nombre d'observateurs et de décideurs politiques. La migration traditionnelle vers Montréal s'est sensiblement ralentie et elle se dirige davantage vers les banlieues plus ou moins lointaines de la métropole. Au même moment, plusieurs migrants ruraux choisissent la capitale provinciale comme lieu d'accueil. Un autre phénomène apparaît plus nettement dans les statistiques de migration, soit la migration de retour dans les régions de partance. Ainsi, la migration doit être étudiée dans les deux sens pour mieux comprendre la réalité migratoire.

Un autre phénomène nouveau, et majeur dans ses conséquences, est l'accroissement naturel négatif qui touche les régions périphériques. On entend par ce concept le fait qu'il y a plus de décès que de naissances pour une année ou une période donnée, ce qui signifie une baisse de la population totale sur un territoire donné. On constate alors que ce sont les migrations et notamment celles de retour, comme on a pu l'illustrer pour le cas de l'Est-du-Québec, qui atténuent le déclin démographique engendré par un accroissement naturel négatif et qui est en lien direct avec le vieillissement de la population québécoise, tant rurale qu'urbaine.

Cette évolution de la démographie rurale est certes le résultat d'une dynamique économique favorable pour plusieurs milieux ruraux. Or, il est possible que cela soit aussi le résultat, bien que difficile à mesurer,

de certaines politiques publiques, par exemple la Politique nationale de la ruralité en vigueur de 2001 à 2014 ou encore le travail de soutien aux migrations de retour de Place aux jeunes en région, un organisme subventionné par le gouvernement du Québec qui est encore très actif dans le soutien aux projets migratoires des jeunes.

NOTES

- 1 Les régions centrales sont les suivantes : Montréal, Laval, Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale, Centre-du-Québec, Estrie, Montérégie, Lanaudière, Laurentides et Outaouais.
- 2 Les régions périphériques sont les suivantes : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent, Mauricie, Côte-Nord, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec.
- 3 Expression populaire pour désigner les banlieues autour de Montréal, qui ont en commun l'usage du même indicatif téléphonique, soit le 450.

RÉFÉRENCES

Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2019). *Le bilan démographique du Québec*. Québec, QC : Gouvernement du Québec.

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). (2006). *Politique nationale de la ruralité du Québec 2007-2014 : une force pour tout le Québec*. Québec, QC : gouvernement du Québec. Repéré à www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageFichier.aspx?idf=76046

Statistique Canada. (2017). *Recensement de 2016*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.